

## **Refuser le chantage « santé contre travail », lutter pour le revenu garanti : l'exemple de l'ILVA à Tarente**

### **LES FAITS**

L'usine sidérurgique ILVA, de Tarente, ville de 200 000 habitants, dans les Pouilles, appartenant au groupe RIVA, est la plus grosse usine sidérurgique d'Italie, construite en 1961, c'est la plus ancienne en activité, la plus dangereuse et la plus polluante, et elle emploie directement 11 500 salariés et indirectement près de 9 500 salariés de la sous-traitance dans une région où le taux de chômage officiel atteint 30 %.

Sa capacité annuelle de transformation de matières premières est de plus de 20 millions de tonnes par an pour une production réelle de 8 millions de tonnes d'acier.

Le 26 juillet, le tribunal de Tarente après une longue enquête, avait annoncé la fermeture des hauts-fourneaux et de la cokerie pour cause de pollution. Se basant sur des rapports d'experts, les magistrats reprochent au site d'avoir répandu dans l'environnement des produits chimiques toxiques, comme la dioxine<sup>1</sup>. Produits qui auraient fait grimper le taux de cancers dans les quartiers populaires proches de l'usine. Le verdict était sans appel ; l'usine devait être fermée, sa dangerosité étant plus qu'avérée : plus de 386 morts par cancer identifiés par la justice bourgeoise au cours des 13 dernières années dans son environnement immédiat et un taux élevé de cancer dans les quartiers proches. Le 10 août, l'usine est placée sous séquestre par la magistrature.

Aussitôt, un concert de protestation unanime s'élève rassemblant le patron, les syndicats de l'usine (et des autres établissements du groupe en Italie<sup>2</sup>) et les partis de gauche : il faut défendre l'emploi et donc l'usine, poumon de la région. Ce front uni appelle à des journées de grève et de manifestations. La famille Riva mobilise à son tour l'encadrement et met à la disposition des « grévistes » les cars pour protester contre la menace de fermeture. À court d'arguments, le patron fait planer aussi la menace de fermer tous ses établissements d'Italie. Et cela a l'air de fonctionner. Les grèves sont suivies et les manifestations rassemblent du monde. La défense de l'ordre capitaliste semble triompher sans partage.

Hégémonique ? Pourtant, en opposition, à cette unanimité proclamée, un groupe d'abord minuscule rassemblant quelques ouvriers de l'usine dont les plus anciens ont connu les belles années de l'autonomie ouvrière, des ouvriers d'autres usines, des habitants du quartier, des jeunes, des chômeurs, s'organise et se renforce. Se nommant d'abord « *Comitato cittadini operai Taranto* » (Comité habitants-ouvriers de Tarente), ils diffusent un bulletin dans lequel ils proclament que c'est « à l'État et à la famille Riva de payer les conséquences du désastre pour la santé qu'ils ont créé<sup>3</sup> »

Changeant d'appellation en « *Comitato cittadini e lavoratori liberi e pensanti* »<sup>4</sup> (Comité habitants et travailleurs libres et pensant), le 31/07/2012, ils décident de frapper un grand coup

---

<sup>1</sup> L'usine possède trois unités de fabrication : phase à chaud (acier, coke), laminoirs et fabrique de tubes. C'est cette dernière qui dégage de la dioxine lors du revêtement des tôles.

<sup>2</sup> Gênes, Novi Ligure, Racconigi et Patrica.

<sup>3</sup> Bulletin du 01/08/2012.

<sup>4</sup> Voir le site : <http://www.facebook.com/CittadiniELavoratoriLiberiEPensanti>.

lors d'un meeting syndical, le 02 août, pour y défendre leur point de vue : refuser le chantage à l'emploi au prix de la santé.

Ils choisissent comme emblème le Piaggio fourgonnette à trois roues (l'Apecar) et c'est derrière ce véhicule qu'ils investissent le meeting syndical, montent sur la tribune et y expliquent leur position : le refus du chantage « ou la vie ou l'emploi. »

Une fois cette apparition publique réussie, le succès va grandissant accompagné de la haine des syndicats et des partis de gauche comme de droite. Ils dénoncent les syndicats qui défendent les profits des patrons et pas les besoins des ouvriers.

Le gouvernement entre en scène pour pacifier la situation le 17 août : il fait siennes la totalité des préconisations détaillées par la juge de Tarente en charge de l'enquête préliminaire, Patrizia Todisco, à un point près : pas d'arrêt des hauts fourneaux. Dans le même esprit d'apaisement d'une situation incandescente dans la ville et qui est devenue un grand sujet de débat politique national, ILVA a annoncé le même jour qu'elle allait investir 146 millions d'euros pour la défense de l'environnement. Une somme qui s'ajoute aux 336 millions d'euros mis sur la table par l'État. Or, pour rendre le site non nuisible, ce sont plutôt 5 à 8 milliards d'euros qu'il faudrait déboursier... Sans compter les milliards d'euros qu'il faudrait investir pour effacer en partie les dégâts à l'environnement et aux êtres humains provoqués par des dizaines d'années de pollution industrielle. Pollution industrielle qui, par ailleurs, n'est pas uniquement le fait d'ILVA mais aussi d'une cimenterie et de l'arsenal de Tarente.

La FIOM, le syndicat des métallurgistes, engagé dans une tentative de recomposition de l'extrême gauche italienne, commence à se désolidariser des autres syndicats d'État et tente de concilier « le travail et la santé ». Mais pas question pour elle aussi d'arrêter immédiatement la production à chaud du complexe sidérurgique. « *L'acier sert à tout le monde* », se justifie son secrétaire général Maurizio Landini, un ancien ouvrier métallurgiste de Reggio Emilia, bastion du stalinisme en Italie.

Le comité se rassemble tous les jours sur des places différentes : Piazza della Victoria (01/08, 13/08) Piazza Gesu (03/08), Piazza Masaccia (07/08, 10/08). Il appelle à des manifestations (02/08, 17/08). Le succès est grandissant notamment le 17 août où ils réunissent plus de 2 000 manifestants bravant l'interdiction de défilé de la Préfecture pour ne pas perturber la venue à Tarente de deux des ministres les plus en vue du gouvernement Monti. Le 31 août, le comité rassemble encore plusieurs milliers de manifestants dans le quartier proche de l'usine. La lutte continue. Le point crucial reste celui de la fermeture immédiate de l'aciérie et de la garantie de revenu des travailleurs privés d'activité.

## **QUELLES PERSPECTIVES ?**

Pour que la lutte puisse continuer, il faut estimer le rapport de force. Quelle est le « poids » du comité ? Le groupe initial était de 30 personnes et au fil des jours, il a cru, 200, 500, 1 000, 2 000... Dans l'usine, elle-même, il peut compter sur un soutien d'environ 1 000 ouvriers ce qui fait moins de 10% ; une minorité, donc, mais qui fait face à un front syndical, certes plus nombreux, mais en train de se fissurer (voir plus loin) et avec la majorité des ouvriers attentistes, tout en suivant les consignes syndicales.

Le front syndical se lézarde un peu. La FIOM nationale, dans le cadre de son combat politique contre la CGIL, désavoue la section locale de l'ILVA et lui demande de prendre en compte les aspirations exprimées par le comité.

Le patron fait le dos rond sûr de l'appui du gouvernement pour ne pas fermer l'usine. Gouvernement qui, finement, a évité le conflit avec la magistrature et fait tout pour que l'agitation

retombe. La magistrature, pour sa part, recule sur le point de l'arrêt de la production à chaud et se cantonne désormais à indiquer les mesures concrètes à prendre sans délai pour endiguer la pollution. Désormais, le Comité ne peut compter que sur ses seules forces. Ceux qui espéraient que les juges auraient fait le travail jusqu'au bout, sont déçus.

Le comité est une véritable expression des différents secteurs du prolétariat : ouvriers de l'usine et d'autres usines, chômeurs, précaires, retraités, etc. Au comité, se sont agrégés des secteurs des couches moyennes salariées ou pas qui misent tout sur la défense de la santé et de la ville en tant que telle en oubliant la revendication fondamentale de la garantie des revenus. Son principal axe de lutte, le refus courageux du chantage « l'emploi ou la santé » (alors que les premières manifestations syndicales se faisaient derrière le mot d'ordre « *plutôt mourir du cancer que de faim !* ») est bien une expression concrète de l'autonomie ouvrière. Dépasser le cadre borné de l'usine ne peut que réjouir tous ceux qui, depuis des dizaines d'années, voient les ouvriers courbés face aux différents chantages patronaux (« mieux vaut des licenciements que la fermeture de l'usine », etc.). A l'évidence, se réaffirme la pratique des ouvriers d'il y a 40 ans, tant dans les luttes contre les licenciements que contre la monétisation de la santé, pour les auto-réductions : c'est au patron de payer et de nous payer s'il veut licencier, s'il doit mettre les installations aux normes, etc.

## C'ÉTAIT HIER

Justement, il est bon de rappeler une expérience de l'autonomie ouvrière en Italie, entre 1968 et 1980, celle du Comité ouvrier de la Montedison de Porto Marghera.<sup>5</sup> Comme toutes les expressions de l'autonomie ouvrière de cette époque, quels qu'en soient les noms (Comités unitaires de base, Assemblée autonome, Assemblée étudiants-ouvriers, Comités ouvriers, etc.), les membres du Comité ouvrier mettent en avant les mêmes revendications (augmentations uniformes des salaires, compression vers le haut de l'échelle des salaires, parité des avantages ouvriers/employés, réduction des cadences, intégration des ouvriers de la sous-traitance, etc.) et prônent les mêmes méthodes de lutte (assemblées d'atelier puis d'usine, cortèges internes, refus de la délégation, etc.) et interviennent également à l'extérieur de l'usine : sur les questions du transport (luttes des banlieusards de Chioggia), du logement (occupation, baisse des loyers), de la réduction des factures d'électricité, de la vie chère (contre la hausse des prix dans les boulangeries et les supermarchés).

Mais surtout, ils vont remettre en cause la nocivité de leur travail dans l'usine (notamment à l'atelier de chlorure de vinyle) en refusant, contrairement aux syndicats, d'accepter que les attaques à la santé des ouvriers soient compensées par des primes à marchander avec le patron.

Au contraire, ils imposèrent par la lutte le principe selon lequel si un atelier était nocif alors ils n'y travailleraient plus tant que le patron ne le rende pas non-nocif et s'il n'y arrivait pas, dans ce cas, l'atelier devait être fermé. Bien sûr, pendant ce temps, les ouvriers étaient payés et se rendaient à l'usine pour y discuter de politique et des actions à mener. Ils en venaient ainsi à critiquer les conséquences de la production sur la vie dans la région environnante et sont ainsi les premiers « écologistes » à refuser l'aspect mortifère du capital et à remettre en cause le travail salarié.

Les camarades étaient des opéraïstes pas des usinistes. Ils comprenaient les usines non comme un lieu de production (tout en continuant d'analyser le cycle productif pour comprendre

---

<sup>5</sup> Voir le livre qui vient de sortir : « Pouvoir Ouvrier à Porto Marghera », de D.Sacchetto et G.Sbrogiò, aux éditions Les nuits rouges.

en quoi tel type d'organisation de production conditionnait ou pas telle forme de lutte ouvrière) mais d'abord comme un lieu de luttes où les ouvriers se constituaient en classe pour soi.

## **ET DEMAIN ?**

Pour ce faire, évidemment, il faut une organisation, sous forme de comités, d'assemblée, par usine, par quartier qui se centralise par le bas.

Nous n'en sommes pas encore là, bien sûr, à Tarente, et il est vraiment trop tôt pour dire si le signal envoyé par le Comité sera repris ailleurs. Voyons maintenant quelques points faibles de ce comité :

- Le soutien à la Justice,
- Un certain localisme.

Le combat mené par la juge Patrizia Todisco est remarquable par son obstination et son courage à affronter le plus gros employeur de la ville et de la région alors que celui-ci bénéficie de plusieurs dizaines d'années d'« omertà », de corruption passive et active de politiciens et de syndicalistes. Néanmoins, si le résultat du premier jugement a été, cette fois-ci favorable à la population, l'action de la magistrature a vite corrigé le tir en reculant sur l'arrêt immédiat de la production à chaud et sur la nomination d'un commissaire. L'ancien préfet de Milan, Bruno Ferrante, qui avait été dans un premier temps dessaisi de sa fonction de directeur d'ILVA de Tarente, se voit remis en selle en seconde instance par le Tribunal. La justice, comme tout corps séparé produit par la société de classes, fait partie du camp adverse. Les militants du Comité en font aujourd'hui l'expérience. En aucun cas, l'appel à la justice doit remplacer, voire se substituer à l'activité autonome des ouvriers en lutte pour leurs besoins.

Le succès certain rencontré par le comité et les tâches immédiates qui l'occupent, l'aspect local de la lutte, risquent de restreindre son développement politique et sa capacité concrète de devenir un phare pour les exploités de tout le pays et au-delà. Pour l'heure, il n'y a pas, ailleurs en Italie et surtout dans les autres sites ILVA, de réaction favorable aux objectifs du Comité. L'État, ses partis et ses syndicats, et les patrons remportent un certain succès dans leur tentative de réduire la question de l'ILVA de Tarente à une simple affaire de délais pour bonifier le site. « *Le comité veut tout et tout de suite mais pour changer, il faut du temps.* », annoncent-ils en chœur. La revendication du revenu indépendant de l'activité avancée par le comité est passée sous silence. C'est pourtant le point politiquement le plus sensible et central. Aux ouvriers conscients de le mettre en avant partout quand le chantage à l'emploi devient plus pressant.

MC/KpK le 15 septembre 2012